

Sommet francophone : pas d'intervention de Bourassa à la séance d'ouverture

« Je parle pour tous les Canadiens »

43 23 F5
PIERRE O'NEILL

Le programme du Sommet des pays francophones, qui se tiendra à Paris du 17 au 19 février, prévoit que le président Mitterrand, suivi de « trois ou quatre » chefs de gouvernement, dont le premier ministre du Canada, interviendront dans le cadre de la séance d'ouverture. Mais pas le Québec.

Cette conclusion ressort des propos que le premier ministre Mulroney a tenus, vendredi dernier, au cours de l'entrevue exclusive qu'il accordait au DEVOIR, et dont de larges extraits paraissent en page 5 de cette édition.

Pressé de questions sur la visibilité et le statut du Québec à cette conférence, M. Mulroney a expliqué que seuls des chefs de gouvernement, « au niveau national », ont été invités à prendre la parole au cours de cette séance d'ouverture. Puis, il ajoutait : « Si le chef d'un gouvernement national est invité, je présume que ça veut dire moi. À ce que je sache, je suis le seul chef d'un gouvernement national au Canada. Je parle pour tous les Canadiens, les francophones et les anglophones. »

Appelé à commenter les informations voulant que le Québec ne se contenterait pas d'un jouer un rôle effacé et aurait demandé que le premier ministre Bourassa puisse également prendre la parole dans le cadre de cette séance d'ouverture, M. Mulroney a quelque peu monté le ton, soutenant qu'il n'existe aucune divergence sur cette question, entre lui et M. Bourassa.

« Il n'y a pas de débat; il y en a un seulement dans certains esprits journalistiques, qui cherchent à pourrir le débat. (...) Je n'ai aucunement l'intention de m'enfarger dans les fleurs du tapis et les Québécois non plus. »

À une autre question qui visait à savoir s'il s'opposerait à ce que M. Bourassa prenne également la parole au cours de cette séance d'ouverture, M. Mulroney a répondu en reprenant essentiellement les mêmes arguments. « Je vous dis que je suis le chef du gouvernement du Canada. M. Bourassa est le chef du gouvernement du Québec. Les Québécois s'attendent à ce que nous allions à Paris, se comporter dignement et soucieux de la réalité canadienne. (...) Je détiens moi-même, comme premier ministre du Canada, un mandat de tous les électeurs, y compris des Québécois. (...) J'ai l'intention d'exercer pleinement mes responsabilités de chef du gouvernement du Canada, dans le domaine international. »

Cela dit, M. Mulroney a donné l'assurance que les Québécois seront très satisfaits du rôle que le Sommet francophone réserve à leur premier ministre. Il a expliqué que l'ordre du jour de cette réunion des pays francophones du monde prévoit également des séances de travail et des cérémonies publiques et qu'il y aurait là, « un temps opportun et approprié » pour les interventions du premier ministre du Québec. « Je tiens à ce que le rôle particulier, spécial du Québec, trouve un écho splendide à Paris. Je ne veux pas étouffer cette aspiration légitime, au contraire. »

Le Sommet de la francophonie et la fermeture des usines Gulf de Montréal furent les deux seuls sujets qui ont donné lieu à des sautes d'humeur du premier ministre canadien. Pour le reste de l'entrevue, il est apparu d'excellente humeur, en pleine forme, volubile et spontané. Accueilli à la porte du DEVOIR, par le directeur, M. Jean-Louis Roy, il avait été précédé par les limiers de la Gendarmerie royale, qui ont reniflé jusque dans les coins les plus sombres de la bâtisse. Après une courte visite dans la salle de rédaction, où il a serré la main des journalistes, il s'est plié pendant près de deux heures au supplice des questions que lui furent adressées par le directeur, M. Roy, le rédacteur en chef, Paul-André Comeau, l'éditorialiste et rédacteur en chef adjoint, Jean Francoeur, le chroniqueur parlementaire à la Chambre des communes, Bernard Descôteaux et le chroniqueur politique, Pierre O'Neill.

Après avoir exprimé sa ferme intention de rétablir l'équilibre entre Montréal et Toronto, « renverser la vapeur », et avoir pressé Robert Bourassa d'agir avec célérité pour amorcer avec le reste du Canada le dialogue susceptible de conduire à l'adhésion du Québec à l'accord de 1982, M. Mulroney a traité de nombreux autres sujets importants: il a annoncé que le prochain budget serait marqué du signe de l'austérité et pourrait donner lieu à des augmentations de taxes. Il a prévenu les provinces qu'il ne ferait pas marche arrière dans sa détermination de réduire les sommes qu'elles espèrent recevoir à travers le mécanisme des transferts fiscaux. Il a révélé avoir discuté avec le président Reagan de la possibilité que les négociations sur le libre-échange se déroulent essentiellement à Montréal, pour en faire le « Montréal Round ».

Le séjour que M. Mulroney effectuera à Paris du 17 au 19 février, en vue du Sommet des 38 pays francophones, sera également pour lui l'occasion de se pencher sur l'ensemble des relations qui unissent le Canada et la France. C'est à l'invitation du président Mitterrand qu'il a décidé de prolonger sa visite et il entend saisir l'occasion pour faire valoir à son illustre hôte que l'état des échanges commerciaux entre la France et le Canada n'a « aucun sens », et qu'il faut se mettre à la tâche pour normaliser cette situation.

Dans l'optique de M. Mulroney, les échanges commerciaux avec la France, « presque dérisoires », doivent être transformés en relations fécondes. « Je veux que les Français voient dans le Canada, et inversement, non seulement une terre d'amis, mais un endroit pour des investissements et une collaboration économique extraordinaire. Je veux la participation française à notre vie nationale. »

Le premier ministre Mulroney a par ailleurs révélé qu'il profiterait de ce séjour en France pour discuter des politiques monétaires internationales, qui feront l'objet du prochain sommet de Tokyo. Il dit avoir déjà donné « certains signaux » aux dirigeants français pour les convaincre

que d à la France, pour les convaincre de l'urgence nécessitant de « débloquer les grands dossiers économiques ».

De toutes les révélations que M. Mulroney a faites au cours de ce long entretien au DEVOIR, l'une des plus étonnantes aura été l'admiration qu'il conserve pour le rôle que l'ancien premier ministre René Lévesque a joué dans la société québécoise. Il n'hésite à le qualifier de « grand démocrate » et il entend s'inspirer de son oeuvre, de l'esprit de participation qu'il a su imprégner au Parti québécois. Brian Mulroney dit avoir été fort impressionné par le caractère hautement démocratique des structures de participation sur lesquelles René Lévesque a bâti le Parti québécois. Et il affirme rêver idéalement de reconstruire le Parti conservateur à l'image de ce qu'était le Parti québécois du début des années 70, un parti qui favorise la participation des militants de la base. « C'était la démocratie à l'oeuvre », Brian Mulroney entend proposer aux membres du Parti conservateur, dont le congrès national se tiendra en mars prochain, de restructurer leur formation politique pour en faire un véritable parti de participation.

Et cet exemple du PQ, le premier ministre Mulroney entend s'en inspirer également pour mener à terme la réforme électorale. Ainsi, il se dit favorable aux recommandations contenues dans le rapport du comité mixte présidé par le député James McGrath, et qui propose notamment le vote libre des députés sur les questions qui ne mettent pas en jeu la survie du gouvernement. Enfin, Brian Mulroney souhaite toujours en venir à la formation d'un Parti conservateur provincial au Québec, mais il reconnaît que ce projet ne figure pas pour l'instant au rang de ses priorités. « J'ai d'autres chats à fouetter. »